



Agir ensemble, et dans la durée, à la DGFIP.

Fortement engagés depuis plusieurs semaines dans de nombreuses actions à l'occasion des Comités Technique Locaux sur l'emploi, **les agents de la DGFIP se sont largement mobilisés lors de la journée nationale de grève à la DGFIP, le 2 février**, qui a réuni près d'un agent sur trois.

A Bercy, comme dans l'ensemble des départements, des rassemblements locaux ont permis d'interpeller des responsables de l'administration, et de combattre l'idée que la DGFIP constituerait un réservoir d'emplois.

Réunies le 6 février, les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) ont analysé le succès de cette mobilisation qui témoigne :

- de la volonté d'agir collectivement, dans l'unité, et dans la durée ;
- de la montée des revendications et de la mobilisation à la DGFIP, 4 ans après sa création ;
- de la nécessité d'une réaction forte des personnels face aux politiques gouvernementales qui ont supprimés 25 000 emplois en 10 ans dans notre administration.

Les résultats locaux montrent une très forte mobilisation dans la plupart des départements, en particulier chez les agents de catégories C et B. Cependant l'engagement de tous les grévistes a permis d'obtenir un résultat aussi significatif pour une journée de grève propre à la DGFIP.

Les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) ont partagé une analyse commune face aux réponses du Directeur Général et de la Ministre du Budget.

- **Le Directeur Général se trompe** et fait de la provocation lorsqu'il soutient que des gains de productivité existeraient encore et que les suppressions d'emplois n'auraient pas d'incidence sur l'exercice des missions et les conditions de travail ;
- **La Ministre a pris une lourde responsabilité** :
 - en refusant d'ouvrir toute négociation ;
 - en refusant d'arrêter les suppressions d'emplois ;
 - en refusant de revaloriser les rémunérations.

Les syndicats constatent que, depuis la création de la DGFIP en avril 2008, l'administration et le gouvernement n'ont jamais voulu tirer un véritable bilan de leur réforme. Pourtant, combattre la crise implique de remettre en question les logiques politiques actuelles en matière d'emploi afin de renforcer l'intégralité des missions de la DGFIP dont le rôle est primordial dans l'action publique.

Les agents de la DGFIP n'accepteront pas un nouveau plan d'affaiblissement, ni l'amputation des missions pas plus que la poursuite des réductions d'emplois comme pourraient y amener les réflexions récentes du Sénat et de la Cour des Comptes. Il faut mettre un terme à l'hémorragie d'emplois qui affaiblit toujours plus le service public.

En conséquence, les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) ont décidé d'organiser **une nouvelle action le 27 mars prochain**.

Dans l'immédiat elles appellent les agents de la DGFIP :

- à continuer de porter la plateforme revendicative face aux bilans tronqués de la fusion DGI/DGCP
- à poursuivre partout la mobilisation sous toutes les formes.

Les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) se réuniront à nouveau le 6 mars pour préciser, ensemble, les modalités d'actions pour la journée du mardi 27 mars.

Paris, le 7 février 2012